

L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE DES AGRICULTEURS

Un levier pour co-agir

*par Michel Mollard **

*Un système alimentaire plus équilibré
implique une organisation autonome des agriculteurs.*

*Ceux des pays en développement peuvent bénéficier
de l'expérience d'organisations professionnelles basées
sur les principes du mutualisme.*

*Ceux des pays développés sont ainsi en mesure de faire face
aux attentes nouvelles de la société.*

Sous l'effet de transformations industrielles de plus en plus élaborées et des exigences du marketing, le poids relatif des matières premières agricoles ne cesse de baisser dans la valeur finale des produits alimentaires. Les productions agricoles restent néanmoins à la source de la chaîne de transformation et placent l'agriculteur dans une position stratégique. Ainsi, la situation est de plus en plus paradoxale car, si l'agriculteur est bien un élément clef des filières agroalimentaires, il devient son maillon faible. L'organisation autonome des producteurs est sans doute une voie à privilégier pour lever ce paradoxe et reconstruire ainsi un système alimentaire plus équilibré, mais aussi répondre par là même à de nouveaux enjeux de société.

Un métier complexe : gestionnaire du vivant

La production agricole est le fruit d'un métier complexe qui consiste à faire fonctionner des systèmes biologiques, animaux ou végétaux, en interaction avec un milieu naturel donné. L'agriculteur, du fait même de son activité, a donc été constamment amené à modeler ces espaces pour assurer la pérennité de son activité et la qualité de ses productions. La fonction alimentaire de l'agriculture s'incarne donc dans un territoire et donne à l'agriculteur un rôle plus large que celui de producteur de matières premières. L'agriculteur, dans cette vision systémique, peut donc être décrit comme un gestionnaire du vivant plus global.

Pourtant, dans quelque contexte où il se trouve, l'agriculteur reste un agent économique dont le métier est de combiner un grand nombre de facteurs de production en vue d'en obtenir un revenu, que celui-ci soit en nature pour l'autoconsommation, comme c'est le cas pour de nombreux paysans de pays en développement, ou monétarisé par la mise en marché des produits récoltés.

** Directeur de
l'association FERT,
www.fert.fr*



Dans cet exercice, il se trouve alors être aux prises de dépendances multiples qui fragilisent son activité. Il est bien entendu dépendant par nature des aléas qui caractérisent le milieu naturel avec lequel il interagit. Ce caractère aléatoire, qui touche essentiellement la pluviosité et la température, est général, mais se manifeste avec une acuité plus ou moins grande selon les zones géographiques : beaucoup de pays en développement sont touchés par une situation extrême, mais ils ne sont pas les seuls.

De plus, l'agriculteur demeure doublement dépendant de son environnement technico-économique, d'une part, pour accéder aux facteurs de production qui lui sont nécessaires (terre, semences, fertilisants, produits de traitement des cultures et des animaux, matériels, financements, techniques) d'autre part, pour tirer le meilleur profit de la partie de la production qu'il livre au marché : débouchés, organisation des marchés, prix, etc.

Pour dépasser ces contraintes, les agriculteurs ne peuvent trouver des solutions seuls. C'est aujourd'hui une des faiblesses majeures des agricultures des pays en développement, où les agriculteurs ne peuvent avoir accès de manière durable et cohérente à des services de qualité. En effet, le caractère systémique de l'activité agricole implique, pour une efficacité maximale, que les conditions d'environnement favorable soient réunies, et ceci simultanément, sous peine de voir ruinée l'utilité de celles qui le sont sans que les autres le soient. À quoi sert en effet un crédit de campagne ou un conseil vétérinaire si les produits de soins ne sont pas disponibles ou le deviennent trop tard par rapport au cycle de l'élevage ?

Organisations de producteurs, un puissant facteur de développement

Dans la plupart de ces pays, les États ont montré leur incapacité à créer un tel environnement favorable. Or, il ne semble pas que des opérateurs privés puissent s'y substituer complètement. Leur logique d'entreprise les conduira nécessairement à privilégier des services rentables et à négliger ceux dont la mise en œuvre est plus aléatoire et moins rémunératrice.

Cette situation, qui prévaut encore aujourd'hui dans les pays en développement, n'est pas neuve ; elle a été vécue par les agriculteurs de nombreux pays ayant réussi à développer leur agriculture. Les agriculteurs français notamment ont montré, par le passé, qu'en s'engageant eux-mêmes dans la prise en charge de fonctions qui leur sont nécessaires, ou en étant présents dans les lieux de décisions stratégiques les concernant, ils étaient capables de peser sur leur environnement.

AGRICULTEURS DEMAIN

Les agriculteurs (1) ont un fort désir d'entrer en dialogue, afin d'envisager l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture comme une responsabilité citoyenne partagée entre tous (2). Il leur faut d'abord faire connaître le cœur de leur métier : « Plus on connaît le vivant, plus on le respecte. » Or, les générations nouvelles semblent disponibles et intéressées : « La connaissance revient par l'école, on le sent. »

Les agriculteurs regrettent de mal connaître les consommateurs et se heurtent à la difficulté de les avoir pour interlocuteurs. Ceux qui ont envie de créer des relations suivies sont très minoritaires (2), alors que la grande distribution a capté la majorité des consommateurs. « Souvent, ceux-ci veulent le beurre, et l'argent du beurre. » Si les agriculteurs trouvent « anormal qu'une frange importante de la société ne puisse pas se nourrir avec des produits de qualité », ils s'interrogent pour comprendre des consommateurs plus sensibles au prix qu'à la qualité (4).

La relation directe, à l'échelle du territoire, revêt beaucoup d'importance pour l'avenir : présence sur les marchés de producteurs, magasin de produits fermiers, petite société coopérative en gestion directe, activités d'accueil et d'animation dans le cadre du Parc Régional (5)... Des ententes avec les collectivités territoriales seraient envisageables, mais il n'est pas possible de livrer du lait cru à un établissement scolaire, du fait de règles sanitaires draconiennes, au point que, « dans un lycée agricole, les élèves consomment du lait en poudre et non le lait de la ferme intégrée à l'établissement » !

La proximité continuera d'être une chance pour écouler les produits, mais aussi pour contrecarrer une alimentation « massifiée ». Elle permet de réappren-

dre la diversité des goûts et de contribuer à créer du lien social. Les marchés de producteurs sont exemplaires à cet égard. Le producteur connaît la fierté de proposer ses produits, le consommateur celle de pouvoir offrir une alimentation dont il connaît directement l'origine. Certes, s'approvisionner à un tel marché demande un effort – les seuls aliments accessibles sont de saison – mais n'est-ce pas retrouver les cycles de la nature et... éviter des transports aux coûts écologiques démesurés ; en quelque sorte « retrouver le bon sens paysan » ?

Malheureusement, il s'agit de « niches » dans un marché largement dominé par d'autres logiques économiques. Des voies sont à explorer pour que les financements dont bénéficie l'agriculture correspondent davantage à des services rendus lisibles par tous, y compris l'aménagement et la protection de l'espace, la préservation de la biodiversité, la protection de l'environnement, dans la mesure où, en Chartreuse, les agriculteurs « ne sont pas allés trop loin » et sont vigilants sur les intrants.

Pourquoi ne pas rêver qu'un jour les villes et métropoles estimeront que les enjeux de la relation de l'homme au vivant et à son alimentation sont parmi les plus fondamentaux, et qu'elles valoriseront les paysans comme témoins d'une expérience précieuse pour tous...

Propos recueillis par **Claude Royon**

(1) De l'association Avenir de l'agriculture en Chartreuse.

(2) Voir article ci-dessus, p. 30.

(3) Réseau des AMAP, association Terre de liens... ; cf. www.alliancepec-rhonealpes.org

(4) Eux-mêmes, s'étonnent : « des tomates bio venues du Maroc, cultivées hors sol respectent les normes, mais on est très loin de l'esprit du bio. »

(5) Mais il faudrait qu'elles soient rémunérées.



Compte tenu de la dispersion naturelle des paysans et de leur faible poids unitaire, cet objectif passe nécessairement par la création d'organisations de producteurs fondées sur les principes du mutualisme et du coopérativisme ; ces derniers ont montré dans l'histoire leur capacité à générer des entreprises n'ayant rien à envier à d'autres systèmes économiques.

L'histoire de l'agriculture française offre une source d'inspiration permettant de motiver de nombreux agriculteurs des pays en développement à s'engager dans la construction de telles organisations. Cette longue expérience permet également d'identifier les conditions de réussite de telles initiatives. Parmi celles-ci on peut, à la lumière de l'expérience française, en isoler trois qui sont déterminantes :

- en premier lieu, la volonté des hommes fondée sur un état d'esprit visant à l'épanouissement de l'individu dans l'exercice de sa responsabilité à travers son métier ;
- en second lieu, chacune de ces organisations doit répondre à un objectif bien identifié de service aux paysans, afin qu'elles revêtent la forme la plus adaptée à chacun des services concernés ;
- enfin, un tel mouvement d'organisation des paysans ne peut se renforcer indépendamment d'une attitude au minimum bienveillante de l'État et, dans le meilleur des cas, comme l'exemple français le montre, d'un accompagnement volontariste de sa part qui permette, à terme, une efficace répartition des tâches, dans une relation de co-action pour la définition et la mise en œuvre d'une politique agricole globale.

L'organisation des agriculteurs leur permet d'accéder à une meilleure maîtrise des services qui leur sont nécessaires pour exercer leur métier efficacement. Elle apparaît ainsi comme un puissant facteur de développement.

Cette réalité a enfin été prise en compte depuis deux décennies par la plupart des pays en développement et, en dépit de la difficulté et de la nécessaire lenteur de tels processus, de nombreuses organisations naissantes ou confirmées témoignent de l'engagement des agriculteurs de ces pays dans une dynamique de progrès, gage d'une plus forte contribution à l'approvisionnement alimentaire de leur pays.

Réponses organisées aux nouvelles attentes de la société

Si le mouvement d'organisation des producteurs est ainsi d'une très forte actualité pour une meilleure satisfaction des besoins alimentaires des pays en développement, il n'en a pas pour autant perdu son intérêt dans les pays économiquement développés comme la France.

VIVRE EN TERRITOIRE CONTAMINÉ

Anna, mère de famille et agricultrice

Le 26 avril 1986, via les vents et les nuages, des particules radioactives se répandent sur de vastes territoires et vont circuler à travers tout le vivant. À 200 kms de Tchernobyl, à Olmanie, neuf ans après, les autorités biélorusses, héritières d'un bien cruel fardeau, envisagent d'effacer le village (1). Certes, Olmanie n'a pas les concentrations radioactives de la zone interdite, mais les habitants sont inquiets (2). Pour les autorités, ce sont les habitants qui décident de rester, ou de partir avec une aide (modeste)... Pour Anna, quitter Olmanie, c'est quitter son pays, sa ferme, ses vaches, sa vie... C'est voir ses quatre enfants appelés des « Tchernobyliens », dans une ville loin d'ici, où ils seront mal accueillis et peu compris...

Les spécialistes de l'environnement, comme ceux de l'agriculture et de l'alimentation, lui disent : « des becquerels, il y en a partout, c'est pas grave » ; les spécialistes de la santé lui disent : « il y en a dans le corps de vos enfants, mais c'est pas grave.. ». Elle s'interroge : « c'est pas grave pour qui ? pour moi ? pour mes enfants ? pour l'État ? » Crise de confiance dans les autorités, méfiance envers sa maison, son lopin de terre, son élevage, son bois, et ses fruits de la forêt, détresse à cause de sa responsabilité à l'égard de ses enfants, ses clients, d'elle-même,... Anna est confrontée à une crise patrimoniale très profonde qui met en jeu toute sa sphère de vie. Elle vit cette crise en silence, dans l'espace familial, sans échange au niveau d'Olmanie, de la Biélorussie, du monde... (3).

Un jour, Anna et plusieurs autres femmes du village se sont retrouvées dans un séminaire ETHOS, où elles ont été sollicitées pour être ensemble les experts de leur propre situation. Elles ont pris conscience que les « becquerels scientifiques » des autorités étaient

exacts, mais sans vraie signification pour elles. Elles sont passées aux « becquerels stratégiques » : les 20 % qui conditionnent la réhabilitation de leurs conditions de vie. Ensemble, elles ont appris à mesurer la radioactivité, fait des cartes de leur maison, de leur lopin ; elles ont analysé leurs aliments, cherché à comprendre comment leurs vaches se chargeaient en becquerels, lesquels se retrouvaient dans le lait des enfants... Qu'ont-elles constaté ? Que leurs maisons n'étaient pas contaminées, sauf vers l'âtre (« par le bois de la forêt »). Anna a remarqué que, en moins d'un an, le lait de ses vaches était passé de 2000 becquerels/kg à 75 B/kg (4). Elle pouvait donc se nourrir sainement, ainsi que ses enfants et mettre sur le marché des produits aussi sains que ceux de Rungis...

Neuf ans de peur silencieuse. Une capacité humaine inutilisée pour un objectif pourtant central : éviter que les becquerels entrent dans le corps humain. Anna a retrouvé sa responsabilité et sa dignité. La vraie réponse à la crise alimentaire de Tchernobyl passe à la fois par les entreprises et les institutions, mais d'abord par chaque homme, chaque femme. Sa région est toujours contaminée, mais Anna est devenue « micro-macro actrice » de la gestion de la qualité de son alimentation. Merci à Anna et à ses amis qui ont permis au programme ETHOS de mieux comprendre le rôle clé de la co-expertise et de la facilitation dans la gestion des conséquences d'un accident nucléaire. Cela peut servir à d'autres. La question de vivre à Olmanie reste posée...

Henry Ollagnon

AgroParisTech, henry.ollagnon@inapg.fr

(1) Comme trois cent autres précédemment.

(2) Le village est dans une zone dite « relogement volontaire ».

(3) Pro et anti-nucléaires mondiaux, nul n'a envie de s'intéresser à Anna, à ses enfants, à son village, et aux cinq à six millions d'Anna qui vivent dans un territoire contaminé.

(4) Norme française : 100 becquerels/kg.



La grande réussite des agriculteurs français, mesurée par leur capacité à satisfaire non seulement les besoins alimentaires du pays, mais aussi partiellement les marchés mondiaux, a pu faire oublier que la production alimentaire demeure exposée à des fragilités nouvelles affectant les agriculteurs. Ceux-ci pourront s'appuyer sur leurs organisations, non seulement pour les surmonter, mais aussi pour les transformer en atouts.

Ce qu'il est convenu d'appeler « les attentes de la société », dans leur relation à l'agriculture, tend, en première approche, à faire converger vers l'agriculteur un faisceau de contraintes nouvelles qui déstabilisent les conditions humaines et économiques d'exercice du métier. Parallèlement, le même agriculteur fait l'objet de sollicitations ayant trait au rôle stratégique évoqué plus haut dans la gestion du vivant sur les territoires, débouchant sur une demande explicite du maintien de services, jusqu'alors non rémunérés, car apportés implicitement comme co-produits de la fonction de production alimentaire. Or, cette demande s'exerce dans un contexte économique mondial dont la logique est en opposition stricte avec la capacité à prendre en compte cette demande sociétale nouvelle.

Ainsi les agriculteurs se sont organisés pour mieux exercer leur métier de producteurs de biens alimentaires, en acquérant la capacité à participer à une meilleure maîtrise de leur environnement, et en entrant notamment dans des démarches de co-action. Ils disposent aujourd'hui d'une expérience et des moyens organisationnels qui doivent leur permettre d'affronter les nouveaux enjeux, auxquels les soumet leur positionnement stratégique, pour une production alimentaire intégrée dans une fonction plus large de gestion du vivant sur les territoires.

C'est en effet dans des cadres de co-action réunissant l'ensemble des acteurs concernés au sein de la société et dans des dimensions locale, nationale, européenne et mondiale que pourront être élaborées des réponses aux interrogations actuelles.

Michel Mollard